

AFFAIRE N° 6. - Aménagement des centres ruraux - Accord de principe sur le programme d'aménagement - Autorisation de solliciter de la CAISSE REGIONALE de CREDIT AGRICOLE MUTUEL de la REUNION un emprunt de 79 300 000 Frs CFA pour la réalisation de ces travaux.

LE SECRETAIRE donne lecture du rapport.

Mesdames, Messieurs et Chers Collègues,

Dans le cadre général de l'aménagement de la Commune, il m'est apparu intéressant de faire un effort particulier pour la mise en valeur des différents centres communaux situés en zone rurale. C'est pourquoi, j'ai demandé à nos services d'entreprendre les études techniques concernant l'aménagement des centres de Saint-Clotilde, Bois de Nèfles, la Montagne, Domenjod, la Bretagne, Moufia, le Brûlé et Saint-François. Ces études porteront essentiellement à partir de la détermination géographique de ces centres, sur la réalisation de voiries (trottoirs, parkings, etc ...) d'éclairage public et d'aménagement d'espaces verts.

La dépense correspondante pourrait être couverte dans un premier temps par un emprunt de 79 300 000 Frs à solliciter auprès de la CAISSE REGIONALE de CREDIT AGRICOLE MUTUEL de la REUNION.

Je vous demande, en conséquence, Mesdames et Messieurs :

- de me donner votre accord de principe sur l'aménagement de ces centres ruraux ;
- de m'autoriser à contracter un emprunt de 79 300 000 Frs auprès de la CAISSE REGIONALE de CREDIT AGRICOLE MUTUEL de la REUNION

LE MAIRE. - Mesdames et Messieurs, je vous sou mets le rapport dont lecture vient de vous être donnée.

Les Commissions des Finances et des Travaux Publics ont donné l'avis suivant :

*" Elles suggèrent que les études correspondant à l'aménagement des centres ruraux soient menées en collaboration très étroite avec les adjoints spéciaux des écarts concernés."*

Monsieur le Maire a pensé qu'il était bon de porter un effort particulier sur les centres ruraux, de créer, en somme, une certaine animation, en y installant de la lumière, en faisant des trottoirs, en essayant de leur donner une petite place publique. Naturellement, 79 000 000, ce n'est pas beaucoup pour tous les écarts, mais c'est un début. L'étude sera faite par nos architectes, nos ingénieurs, en collaboration avec nos adjoints spéciaux. Dès maintenant, ces derniers peuvent réfléchir aux problèmes et apporter leurs suggestions.

M. Bruno BOYER. - Comme vous l'avez dit, la somme allouée n'est pas suffisante pour réaliser tout ce qu'il y a à faire. Donc, une fois l'effort porté sur un centre déterminé, il ne faut pas le faire à moitié, mais il faut achever complètement les travaux commencés.

LE MAIRE. - Dans certains centres comme Sainte-Clotilde, auquel vous pensez sûrement, il y a un projet de voirie. Lorsque ce projet de voirie sera mis en place, toute la rue sera réalisée en même temps. Pour cet écart, du moins, la route des Bassyns et son prolongement, la route du Bois de Nèfles seront faites. De plus, la place du marché sera très bientôt aménagée.

M. Bruno BOYER. - Il faut que tout soit traité en même temps, que cela constitue un ensemble. L'observation est valable pour n'importe quel centre rural. Il faut que les travaux soient menés à bien.

LE MAIRE. - Nous ne pouvons pas donner tout à un même centre. Il faut que chaque écart bénéficie un peu de ces crédits, ne serait-ce que pour donner de la lumière.

M. LAPIERRE. - Je propose que l'on commence par le centre le plus déserté !

LE MAIRE. - Il faut d'abord nous prononcer sur le principe d'aménagement de ces centres et, ensuite, une commission d'études décidera des travaux à réaliser. Je propose donc que le Maire fasse d'abord une répartition des crédits et un inventaire des besoins. Ensuite, les discussions et commissions se feront avec les adjoints.

M. Bruno BOYER. - Il peut s'agir de la Commission d'Urbanisme et des Travaux Publics, grossie des Adjoints spéciaux.

LE MAIRE. - A chaque fois qu'il sera question d'un centre déterminé, l'adjoint spécial sera contacté.

Mesdames et Messieurs, je mets aux voix le rapport ci-dessus.

Le Conseil Municipal, Ouï l'exposé du Maire, et après échange de vues :

1° - Prend en considération et approuve le projet qui lui est présenté, après accord de la Direction Départementale de l'Agriculture ;

2° - Détermine comme suit les moyens financiers à envisager pour faire face aux dépenses du projet, soit au total 79 300 000 Frs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide de demander à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Réunion, aux conditions de taux de l'institution en vigueur à la date de l'établissement du contrat, l'attribution d'un prêt de SOIXANTE DIX NEUF MILLIONS TROIS CENT MILLE Francs CFA, destiné à financer les travaux d'aménagement des centres ruraux, et dont le remboursement s'effectuera en 10 années à partir de 1975.

Prend l'engagement, au nom de la Commune d'inscrire en priorité chaque année en dépenses obligatoires à son budget, les sommes nécessaires au remboursement des échéances.

Prend l'engagement, pendant toute la durée du prêt, de créer et de mettre en recouvrement, en tant que de besoin, les impositions nécessaires pour assurer le paiement desdites échéances.

Le Conseil Municipal confère, en tant que de besoin toutes délégation utiles à Monsieur le Maire de la Commune pour la réalisation de l'emprunt, la signature du contrat de prêt à passer avec l'établissement prêteur et l'acceptation de toutes les conditions de remboursement qui y sont insérées.

In deux vœux de l'accord  
de la C.R.C.A.M.R.  
Saint-Denis, le 6 juillet 1974  
bon à effet  
le Secrétaire Général  
J. P. Proust

bon à effet conforme  
bon à effet  
le Chef de Bureau  
de la Mairie  
M. Robin